

MAITRISE D'OUVRAGE



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
350, Avenue du Club Hippique
13100 AIX EN PROVENCE
13 008 MARSEILLE

MAITRISE D'OEUVRE



COGE'PRO
83910 POURRIERES
131, allée des rouges gorges

ARCHITECTE



150, rue du grand chêne
84 120 PERTUIS

CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

MISE EN ACCESSIBILITE PMR DU TRIBUNAL JUDICIAIRE

52, Place Charles de Gaulle 84200 CARPENTRAS



PHASE
DCE

INDICE
0

DATE
01/09/2025

SOMMAIRE

0 Dispositions communes à tous les lots 4

0.1 PREAMBULE	4
0.1.1 OBJET DU PROJET	4
0.1.2 DESIGNATION DES INTERVENANTS	4
0.1.2.1 MAITRISE D'OUVRAGE	4
0.1.2.2 MAITRISE D'OEUVRE	4
0.1.2.3 BUREAU DE CONTROLE	5
0.1.2.4 CSPS	5
0.1.3 TYPE DE MARCHE	5
0.1.3.1 MARCHE DE TRAVAUX TRAITE GLOBAL ET FORFAITAIRE	5
0.1.3.2 TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES	5
0.1.3.3 OBLIGATION DE RESULTAT	5
0.1.3.4 CONTENU DES PRIX	6
0.1.3.5 ENGAGEMENT DE L'ENTREPRENEUR	7
0.2 LISTE DES LOTS	7
0.2.1 LISTE DES LOTS	7
0.3 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX	7
0.3.1 DEFINITION DU PROGRAMME	7
0.3.2 RECONNAISSANCE ET VISITE DES LIEUX	8
0.3.3 CONNAISSANCE DES LIEUX	8
0.4 TRANCHES DES TRAVAUX	9
0.5 CONNAISSANCE DU PRESENT DOCUMENT	9
0.6 REGLES A RESPECTER LORS DES PRESTATIONS	9
0.7 CANTONNEMENTS	9
0.8 PROTECTION DES EXISTANTS	9
0.9 NETTOYAGE DE CHANTIER	11
0.10 DECHETS DE CHANTIER	12
0.11 PRISE DE POSSESSION DU SITE	15
0.12 ETUDE ET INTERPRETATION DU C.C.T.P	16
0.12.1 ETUDE ET LECTURE CCTP	16
0.12.2 NOTION D'EQUIVALENCE	17
0.12.3 LECTURE DES PLANS	17
0.13 VERIFICATION DES COTES	17
0.14 ETUDES PREPARATOIRES	17
0.14.1 Approbation des documents techniques	17
0.14.2 Documents à fournir par l'entrepreneur	18
0.15 ISOLEMENT EXTERIEUR DE CHANTIER	19
0.15.1 Clôture de chantier	19
0.16 DOCUMENTS CONTRACTUELS	20
0.16.1 CONDITIONS D'EXECUTION	20
0.16.2 REGELEMENT, CODES, LOIS, CAHIERS ET AVIS APPLICABLES AUX MARCHES	20
0.16.3 DOCUMENTS ET PLANS JOINTS	22
0.16.4 PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES	23
0.16.5 DETAILS	24



0.16.6 REGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SANTE ET LA SECURITE DES OUVRIERS SUR LE CHANTIER	24
0.16.6.1 HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS D'INTERVENTIONS	25
0.16.7 SECURITE INCENDIE	25
0.16.8 REGLES PARASISMIQUES	25
0.16.9 DIAGNOSTIC AMIANTE	25
0.17 ASSURANCES	25
0.18 VERIFICATION DES TRAVAUX	26
0.19 COORDINATION INTERNE	26
0.20 ORDONNANCEMENT - PILOTAGE - COORDINATION	26
0.21 MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX	26
0.21.1 MATERIAUX TRADITIONNELS	26
0.21.2 MATERIAUX NOUVEAUX	27
0.21.3 MATERIAUX DE SUBSTITUTION	27
0.21.4 MATERIAUX DEFECTUEUX	27
0.21.5 ECHANTILLONS ET MAQUETTES	27
0.21.6 REVISION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES	27
0.21.7 DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES	28
0.22 FRAIS INTER-ENTREPRISES	28
0.22.1 COMPTE PRORATA	28
0.22.2 GARDIENNAGE DE CHANTIER	28
0.22.3 ENGINS DE CHANTIER	28
0.22.4 PRECHAUFFAGE	28
0.23 PERCEMENTS, CAROTTAGES ET SCIAGES	28
0.24 SAIGNEES	29
0.25 BOUHEMENTS ET CALFEUTREMENTS	30
0.26 LIVRAISON DES OUVRAGES	30
0.26.1 RECEPTION DES SUPPORTS	30
0.26.2 RECEPTION DES OUVRAGES	30
0.26.3 PROCES VERBAUX D'ESSAIS	30
0.26.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	30
0.27 PLANS ET DOCUMENTS	31
0.28 DOCUMENTS EN ATTENTE	31

0 Dispositions communes à tous les lots

0.1 PREAMBULE

0.1.1 OBJET DU PROJET

Le présent Cahier des Clauses techniques Particulières a pour objet de définir les travaux nécessaires **à la mise en accessibilité PMR de l'annexe du Tribunal Judiciaire de Carpentras (84)**, pour le compte du maître d'ouvrage ci-dessous :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
350, Avenue du club Hippique
13 100 AIX EN PROVENCE

Les travaux seront définis par l'ensemble des plans et des pièces écrites précisés ci-après, établis par le maître d'œuvre.

Les prescriptions qui suivent sont applicables à tous les lots et à toutes les entreprises. En cas de contradiction, elles prévalent sur les indications spécifiques données par le descriptif de chaque corps d'états. Leurs coûts sont implicitement inclus dans le marché de l'entreprise.

0.1.2 DESIGNATION DES INTERVENANTS

0.1.2.1 MAITRISE D'OUVRAGE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Département de l'immobilier d'Aix en Provence
350, Avenue du club Hippique
13 100 AIX EN PROVENCE

Cheffe de projet : Thierry BATTISTA

0.1.2.2 MAITRISE D'OEUVRE

ARCHITECTE

ARCHIBAST - Bastien RICHARD
150, rue du Grand chêne
84150 PERTUIS
archibast@orange.fr
06.03.13.52.19

ECONOMISTE - DET - OPC

SARL COGE'PRO
131, allée des rouges gorges prolongée
83910 POURRIERES
Julien MOUTTE
julien.moutte@cogepro.fr



07.45.14.43.20

0.1.2.3 BUREAU DE CONTROLE

A définir

0.1.2.4 CSPS

A définir

0.1.3 TYPE DE MARCHÉ

0.1.3.1 MARCHÉ DE TRAVAUX TRAITÉ GLOBAL ET FORFAITAIRE

Chacun des lots est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre. L'entrepreneur formulera ses observations pendant la période d'étude et de remise de son offre, jamais après la remise de celle-ci.

0.1.3.2 TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

Le présent CCTP décrit les ouvrages à chiffrer pour chaque lot, l'entrepreneur s'engage donc à mener les travaux à leur bon achèvement, sans supplément de prix.

Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de prévoir l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne exécution et la bonne finition des ouvrages, même s'ils ne sont pas explicitement décrits au CCTP.

Si en cours de chantier, des modifications étaient demandées, ils feront l'objet de chiffrage de travaux supplémentaires, soumis à validation de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. Si accord sur ces suppléments il y avait, le maître d'ouvrage délivrera une commande écrite et un ordre de service de réalisation de ces travaux.

Tous les travaux demandés qui ne feront pas l'objet d'une commande écrite, ne pourront prétendre à rémunération en cas d'exécution de ceux-ci.

La MOA établira un avenant au marché, uniquement suivant un OS.

0.1.3.3 OBLIGATION DE RESULTAT

Dans le cadre contractuel de son marché, l'attributaire du présent lot devra exécuter l'ensemble de ses ouvrages en parfait état de finition suivant les plans de l'appel d'offres et conforme à son offre de prix. Il assurera également une parfaite coordination avec l'ensemble des autres titulaires des autres lots dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-dessous. Il est soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire :

- Qu'il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires, quelles qu'elles soient, pour obtenir ce résultat ;
- Qu'il devra livrer au maître d'ouvrage les ouvrages parfaitement étanches quelles que soient les conditions météorologiques et atmosphériques rencontrées.

Ces conditions météorologiques et atmosphériques s'entendent comme celles qui sont prévues dans le cadre des "Bases contractuelles" précisées ci-après :

En cas de défauts d'étanchéité du présent lot, l'attributaire du présent marché devra réaliser tous les travaux complémentaires nécessaires quels qu'ils soient, après approbation du maître d'œuvre.

Les frais de ces travaux seront entièrement à la charge de l'adjudicataire du présent lot.

L'obligation de résultat est définie par le présent document :

Lors de la mise en œuvre de ses ouvrages, l'attributaire du présent lot devra respecter impérativement toutes les dispositions techniques, architecturales, géométriques ainsi que tous les documents qui lui ont été remis, de leurs annexes et dans les plans divers. Certaines techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages peuvent être omis dans le dossier, dans ce cas l'attributaire du présent lot devra alors par son savoir-faire propre à son lot en faire la réalisation, et cela dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur au moment des travaux.

Il est à noter que tous les plans joints au présent dossier marché représentent graphiquement certains principes constructifs, architecturaux et structurels, en complément au présent document. Ces plans ont pour objet une définition architecturale des éléments des ouvrages à laquelle l'entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, l'aspect des parties visibles. Ces plans sont dits des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés et elles ne sont qu'indicatives et non limitatives.

L'attributaire du présent lot devra proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour Visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes ainsi qu'aux documents dits particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance

0.1.3.4 CONTENU DES PRIX

Il est précisé au soumissionnaire que dans le présent CCTP, que celui-ci a pour objet l'ensemble des prestations du présent lot, et il devra tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages conformément aux règles de l'art.

Les prix du marché comprendront implicitement :

- L'implantation des ouvrages ;
- Tous les matériels nécessaires à l'exécution des ouvrages (moyen de levage, échafaudage ...) ;
- Installation puis replis complet de(s) grue(s) ou moyen de levage (compris implantation, renforcement du terrain, plate-forme ...) ;
- L'amené la fourniture, le stockage des matériaux ;
- Tous les réglages et mise au point éventuels ;
- Tous les essais et contrôles en cours et en fin de chantier ;
- Droits de voiries, de décharges et divers ;
- Dispositions diverses du CCAP, du Bureau de Contrôle, du SPS, de la législation du travail ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;

- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;

Et tous les autres frais et prestations même non énumérées ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :

- Le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc. ainsi que de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- La notice d'entretien, s'il y a lieu.
- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorée ou salie par les travaux du présent Lot ;
- La quote-part du présent attributaire dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant.

0.1.3.5 ENGAGEMENT DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur est réputé s'être assuré qu'il n'y a ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du lot dont il est responsable afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art et pour la bonne construction. Pour ce faire, l'entreprise sera tenue de prendre connaissance des prestations de tous les corps d'états pour s'assurer que les prestations de son lot sont complètes et compatibles. L'entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait pour les travaux de son lot.

L'entrepreneur garde la responsabilité de la bonne conception et de la bonne exécution des ouvrages. En outre, il assurera à ses frais jusqu'à la réception définitive des ouvrages et pendant toute la période de garantie, les réparations ou réfections qui seraient nécessaires, que celles-ci soient motivées par une défectuosité des produits ou matériaux employés, ou des conditions d'exécution.

0.2 LISTE DES LOTS

0.2.1 LISTE DES LOTS

- LOT n°00 - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS
- LOT n°01 - Démolition / Maçonnerie / Carrelage
- LOT n°02 - Peinture / Cloisons / Isolation / Plafonds / Sols
- LOT n°03 - Menuiseries bois-PVC-Alu
- LOT n°04 - Métallerie / Serrurerie
- LOT n°05 - Plomberie / Sanitaire / CVC
- LOT n°06 - Electricité Courants Forts et Faibles

0.3 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

0.3.1 DEFINITION DU PROGRAMME

Le projet consiste en la mise en accessibilité PMR de l'annexe du Tribunal Judiciaire de Carpentras (84).

Les travaux concernent les niveaux RDC et R+1. Ils sont situés essentiellement en intérieur, à l'exception du traitement de l'accès principal (impasse du Siècle)

Le projet se déroulera en site occupé.

0.3.2 RECONNAISSANCE ET VISITE DES LIEUX

Les titulaires du présent marché sont réputés par le fait d'avoir visité le site et remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées, ainsi que de toutes les indications sur les plans annexés au présent projet ;
- Avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur est réputé avoir, au préalable : pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ; apprécié toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités ; procédé à une visite détaillée des lieux, terrains et constructions avoisinants.

Avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc) ; contrôlé toutes les indications des documents qui lui sont remis (pièces écrites, documents graphiques), recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Oeuvre

Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

En résumé :

- Les adjudicataires du présent marché sont ainsi réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.
- Aucun adjudicataire d'un ou plusieurs lots ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.
- Les réserves éventuelles devront être formulées au moment de la soumission. Il est précisé qu'aucune contestation ne sera prise en compte après la notification du marché.
- Un état des lieux contradictoire sera dressé en présence du maître d'ouvrage.
- Les adjudicataires du présent marché devront prendre toutes précautions et mesures de protection des personnels, y compris celles environnementales et notamment en ce qui concerne le bruit.

La visite de site seront organisées par la maîtrise d'ouvrage.

0.3.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

En complément des indications qui lui sont fournies, l'entrepreneur doit relever sur place, tous les renseignements (état du terrain, moyens d'accès, état des existants et des mitoyens, etc) qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire.

En aucun cas il ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou tout

autre contrainte due au terrain.

0.4 TRANCHES DES TRAVAUX

Sans objet.

0.5 CONNAISSANCE DU PRESENT DOCUMENT

Le présent C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de la construction ainsi que la façon de la bâtir ; celui-ci n'est pas limitatif. Il reste entendu que l'entrepreneur devra, tant dans son prix qu'en exécution, la totalité des travaux nécessaires à la bonne terminaison des travaux.

Les entrepreneurs adjudicataires ne pourront se prévaloir des omissions ou imprécisions du C.C.T.P. pour réclamer un supplément quelconque sur son prix forfaitaire.

En conséquence, chaque entreprise est tenue de lire attentivement le présent document dans son ensemble afin de connaître les prescriptions pour chaque lot et chaque chapitre et en tenir compte pour l'exécution de son travail.

Toute demande de précision sur des omissions ou des mauvaises interprétations devra être faite, suivant modalités à suivre dans le RC afin de permettre à ceux-ci d'établir un rectificatif et de la communiquer à temps à toutes les entreprises.

Il est précisé qu'en cas de contradiction entre les différentes clauses ou prestations décrites dans les pièces du marché, c'est la solution la plus avantageuse pour le Maître de l'Ouvrage qui sera retenue.

0.6 REGLES A RESPECTER LORS DES PRESTATIONS

Sauf sous conditions et mise au point avec la Mairie, les installations de chantier et les stockages de matériaux sont interdits sur tous les espaces publics sans autorisation préalable.

Les moyens de livraisons doivent être adaptés au site.

La voirie publique ou privée ne doit pas être utilisée comme zone de lavage.

0.7 CANTONNEMENTS

Il sera à confirmer la mise à disposition de locaux sanitaires, vestiaires et réfectoire sur le site.

A ce stade, il est considéré que les locaux de base vie du chantier seront définis dans les locaux du Tribunal Judiciaire.

0.8 PROTECTION DES EXISTANTS

Protection des ouvrages existants

Avant toute exécution de travaux dans existants, l'adjudicataire devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles et nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Les adjudicataires doit (sauf stipulation contraire dans le C.C.T.P.), pendant toute la durée des travaux, la protection mécanique contre les ébranlements et les chocs des arêtes et saillies, contre les épaufrures et contre la dessiccation et le gel des divers revêtements avant la mise en service et l'enlèvement de la protection en fin de chantier.

En outre, ils doivent la réfection des ouvrages défectueux constatés soit en cours de travaux, soit à la réception.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être, selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastique, des écrans anti poussière, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque adjudicataire du présent marché devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'adjudicataire du lot de gros œuvre ou à défaut par un attributaire principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'adjudicataire lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'adjudicataire en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'attributaire aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Prises en charge des frais de protection des existants

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge de chaque lot dans les conditions suivantes :

- Les frais de protections propres à un corps d'état seront à la charge de ce corps d'état ;

Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de démolition ne font l'objet d'aucun DTU, ni CCTG et aucun document de référence contractuel ne peut être cité.

Les travaux de démolition devront en revanche respecter strictement les spécifications des « Spécifications techniques générales », les différentes réglementations les concernant et notamment :

- Les prescriptions du coordonnateur sécurité et protection de la santé ;
- Toutes les réglementations concernant la sécurité, l'hygiène et la sécurité sur les chantiers, la protection de l'environnement, les limitations des bruits de chantier, etc.

Chaque adjudicataire sera censé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels applicables aux travaux de son marché, s'être rendu sur place et avoir effectué une visite détaillée des lieux pour établir leur offre.

Coupures des fluides - Consignation des réseaux

Il appartiendra aux titulaires des lots fluides de réaliser les repérages/consignations, avant tous travaux de déposes ou de démolitions, et de s'assurer que les coupures des fluides ont bien été effectuées sur la zone concernée par le projet sans pour autant que cela n'altère le fonctionnement des services des différents niveaux.

Une attestation de bonne exécution de ces coupures de fluides sera exigée.

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soins pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose, tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix des adjudicataires qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Échafaudages - Agrès - Protections - Etc.

Les prix du marché comprennent implicitement tous les échafaudages, agrès, etc., nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité.

Bruits de chantier

Compte tenu des conditions du chantier, il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

Les adjudicataires du présent marché devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux adjudicataires de chaque lot de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

Stockage de matériaux sur les planchers existants

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devra être établi sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à leur avancement normal, il appartiendra à chaque adjudicataire du présent marché de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche, si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'attributaire de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de adjudicataire du lot responsable.

Maintien en état des voies, réseaux, etc.

L'ensemble des adjudicataires seront responsables du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, et installations de toutes natures, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics, ainsi que l'écoulement des eaux superficielles.

0.9 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise prend à sa charge le nettoyage quotidien de tous les lieux où elle intervient :

- Balayage des dallages et sols afin de conserver l'intérieur et l'extérieur du projet dans un état de propreté constant afin de permettre de travailler en sécurité et dans de bonnes conditions.
- Tri et évacuation des déchets (matériaux, emballage etc...) aux lieux de stockage prévu à cet effet. Elles doivent également nettoyer leurs ouvrages au fur et à mesure de leur finition et poser les protections sur les ouvrages fragiles qu'elles devront ensuite déposer et évacuer en fin de travaux.
- En cas de carence de certaines entreprises, le maître oeuvre peut décider, par simple mention sur le compte rendu de chantier, de faire exécuter les nettoyages par une autre entreprise du chantier, voire une entreprise extérieure et de l'imputer par

quote-parts aux entreprises défailante par le biais du compte prorata ou au compte prorata dans le cas où il est impossible de connaître le responsable.

0.10 DECHETS DE CHANTIER

Les candidats établiront leur SOSED (schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets) sur la base de l'élément T3 du règlement de consultation

A/ Textes législatifs - réglementation

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les adjudicataires dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet. dont notamment :

Contexte législatif

Il n'existe pas de réglementation spécifique aux déchets de chantier. Leur gestion et leur élimination doivent être réalisées à partir du cadre général qui sous-tend la politique des déchets et sont précisées à partir de quatre lois essentielles :

Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Cette loi s'applique à tous les déchets et fait du producteur ou du détenteur de déchets le responsable de la mise en œuvre d'une solution satisfaisante pour leur élimination.

Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 complète et modifie les deux lois précédentes. Cette loi fixe les priorités de la politique des déchets :

- Prévention ou réduction de la production et de la nocivité des déchets en agissant sur la fabrication et la distribution des produits ;
- Organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et volume ;
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique ;
- Information du public.

Loi complétant et modifiant les deux précédentes.

Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative aux renforcements de la protection de l'environnement et qui introduit le transfert de compétences possible entre les préfetures et les conseils généraux ou régionaux pour l'élaboration et le suivi des plans d'élimination des déchets. Cette loi impose aussi le paiement d'une taxe jusqu'en 2002 pour tout exploitant d'une installation d'élimination de déchets industriels spéciaux par incinération, coïncinération, stockage, traitement physico-chimique ou biologique. Le taux est le même que celui pour les installations de stockage des déchets ménagers.

Autres textes officiels concernant les déchets

Textes généraux

- Décret n° 95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets;
- Déchets industriels et déchets particuliers;
- Arrêté du 5 décembre 1996 relatif au transport par route des marchandises dangereuses;
- Directive 91/689, CEE du 12 décembre 1991 (*Modifiée par la directive 94/31/CE et par les décisions 2001/118/CE, 2001/119/CE et 2001/573/CE. Abrogée, avec effet au 12.12.2010, par la directive 2008/98/CE.*) relative aux déchets dangereux;
- Décision du conseil du 22 décembre 1994 fixant une liste des déchets dangereux (en application de la directive 91/689/CEE)

Classification des déchets

- Directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975, modifiée par la directive 91/156/CEE du 18 mars 1991 ; en application de cette directive, la commission a établi une liste des déchets, appelée « Catalogue européen des déchets ».
- Arrêté du 25 novembre 1993 modifiant l'arrêté du 21 février 1990, modifié, relatif aux critères de classification et aux conditions

d'étiquetage et d'emballage des produits dangereux.

Déchets de chantiers et emballages

- Directive 94/62/CEE du 20 décembre 1994 modifiée par la directive (UE) n° 2015/720 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 (JOUE n° L 115 du 6 mai 2015) relative aux emballages et aux déchets d'emballages ;
- Carrières et remblaiement de carrières avec apport de matériaux extérieurs ;
- Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et au remblaiement réalisé avec des matériaux extérieurs (déblais de terrassements et matériaux de démolition);
- Circulaire n° 96-52 du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté du 22 septembre 1994 et précisant les matériaux interdits pour le remblaiement.

Déchets d'amiante

- Décret n° 88-466 du 28 août 1988 (*nota l'article 7 a été abrogé le 28-07-1994*) relatif à l'étiquetage des produits contenant de l'amiante ;
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment ;
- Circulaire n° 97-320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et de l'élimination des déchets.
- Installations de stockage des déchets
- Textes relatifs aux décharges contrôlées ou centres d'enfouissement de résidus urbains, de déchets de toute nature :
- Circulaire du 11 juin 1987 ;
- Textes relatifs aux décharges contrôlées ou centres d'enfouissement de résidus urbains, de déchets de toute nature.
- Directive n° 2011/97/UE du Conseil du 5 décembre 2011 (JOUE n° L 328 du 10 décembre 2011) relative à la mise en décharge des déchets.

Recommandations de la commission centrale des marchés

Pour les marchés publics

- La CCM a établi la recommandation T1-91 dénommée « recommandation aux maîtres d'ouvrages publics » pour assurer le bon aspect et la propreté des travaux en site urbain.
- Ce document d'une portée générale traite essentiellement les nuisances au voisinage des chantiers concernant circulation, salissures, bruits, poussières, etc ;
- Ce document est cité ici à titre de conseils aux entreprises sans aucun caractère contractuel;
- En ce qui concerne les déchets de chantier, la clause suivante est apportée en complément de l'article 37.1 : « Chaque attributaire du présent marché prendra également toutes mesures et dispositions pour éviter tous dépôts de déchets sur le chantier. »

Le document est pièce contractuelle.

Documents pouvant être consultés par les entreprises

Les entrepreneurs sont fortement invités à se procurer le Guide des déchets de chantiers de bâtiment de janvier 1998, établi par l'ADEME. Les informations contenues dans ce guide peuvent être utilement complétées par les documents suivants :
ADEME - en fonction de la région

Les informations contenues dans ce guide peuvent être utilement complétées par les documents suivants :

- Guide Chantiers verts du plan construction et architecture ;
- Guide Management environnemental des chantiers de la fédération départementale du BTP des Côtes-d'Armor.

Le guide de l'ADEME comprend également en chapitre X intitulé « Bibliographie » la liste de nombreux ouvrages concernant les déchets de chantier.

Guide de la prévention des déchets d'emballage (1998) élaboré par le Conseil National de l'emballage.

Une liste de nombreux textes et ouvrages traitant des déchets de chantiers est donnée au chapitre « Bibliographie » de l'Encyclopédie du bâtiment publiée aux Éditions T.I.

- Éditions WEKA -

Un guide méthodologique d'audit et de diagnostic des bâtiments avant démolition a été mis au point par le CEBTP. Il est disponible à l'ADEME.

B/ Prescriptions essentielles concernant les déchets de chantier

Classification des décharges ou centres d'enfouissement

Les décharges ou centres d'enfouissement sont actuellement classés en trois classes, à savoir :

- Classe 1 : pour déchets dangereux, et notamment les déchets d'amiante friable ;
- Classe 2 : pour déchets ménagers et assimilés, et déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux ;
- Classe 3 : pour déchets inertes, ainsi que les déchets des matériaux non friables contenant de l'amiante, dans la mesure où l'installation comporte des alvéoles dédiées à cet usage.

Valorisation des déchets de chantier

Les déchets totalement ou partiellement valorisables devront, dans la mesure du possible, être valorisés, selon leur nature, dans des conditions conformes à la législation :

- Par réemploi ;
- Par traitement de valorisation, selon le cas :
- Par l'entrepreneur dans une installation agréée,
- Par cession par l'adjudicataire à une exploitation agréée pour assurer la gestion de déchets ;
- Par valorisation produisant de l'énergie, le transport jusqu'à l'installation de traitement étant à la charge de l'entrepreneur.
- Dans le cas de cession par l'entrepreneur des déchets valorisables à un tiers pour traitement, cette cession devra impérativement faire l'objet d'un contrat écrit.

Ce contrat devra notamment préciser la nature et les quantités de déchets faisant l'objet du contrat, le ou les types de valorisation, et tous les autres renseignements exigés par la réglementation.

Classification des déchets de chantier

Les déchets de chantier peuvent être classés en différentes catégories, à savoir :

Les déchets inertes

Ce sont les déchets de béton, briques, tuiles, carrelages et autres matériaux ne se décomposant pas, ne brûlant pas et ne produisant aucune réaction chimique après stockage.

Les déchets d'emballage :

- Sauf ceux pollués par les produits dangereux qu'ils ont contenus ;
- Les déchets ménagers et assimilés ;
- Les déchets dangereux.

Tri des déchets sur chantiers

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- Les déchets dangereux ;
- Les déchets inertes ;
- Les emballages.
- Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

Élimination des déchets de chantier après tri

Déchets dangereux :

- Les déchets dangereux devront être évacués dans une installation de classe 1 ;
- Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.

Déchets inertes :

- Ces déchets devront être évacués dans une installation de classe 3.
- Emballages - sauf ceux ayant contenu des produits dangereux
- Les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par chaque attributaire du présent marché et cela en fonction de leur lot (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994). Le mode de valorisation est laissé au choix de l'adjudicataire, selon des critères de coût ou autres. Cette valorisation pourra se faire comme il est dit à l'article « Valorisation des déchets de chantier » ci-avant.

Emballages ayant contenu des produits dangereux

Ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire;

Déchets ménagers et assimilés, non triés sur chantier;

Dans le cas où ils ne sont pas triés sur chantier, ces déchets seront évacués dans une installation de classe 2. L'adjudicataire pourra également transporter ces déchets non triés à un centre de tri.

Déchets ménagers et assimilés triés sur chantier

- Les déchets incinérables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation produisant de l'énergie ;
- Ceux valorisables pourront être transportés par l'adjudicataire à une installation de valorisation ou de recyclage ;
- Les autres déchets seront évacués dans une installation de classe 2;
- Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du règlement sanitaire départemental, le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.

Transport des déchets

- Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation très précise à ce sujet.

Déchets dangereux

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

- Les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire ;
- Le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ;
- Le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du « Bordereau de suivi des déchets spéciaux » conforme au modèle administratif existant.

Autres déchets

Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que chaque adjudicataire du présent marché devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

Déchets inertes utilisés pour remblaiement de carrières ou autres

Ne pourront être utilisés pour ce remblaiement que des déchets inertes tels que déblais de terrassement et matériaux de démolition.

Ils devront avoir été expurgés de tous déchets impropres à cet usage tels que bois et autres matériaux putrescibles, plastiques et métaux, ainsi que des plâtres

Ce remblaiement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi conformément à la réglementation.

Ce bordereau devra préciser notamment :

- La provenance des matériaux de remblaiement, leur nature et caractéristiques, leur quantité et leur destination ;
- Les moyens de transport utilisés ;
- La conformité des matériaux utilisés à leur destination

0.11 PRISE DE POSSESSION DU SITE

La réhabilitation se fera en site occupé et constitue une manière de faire, avec une large place à la concertation.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération ce critère non négligeable.

Elle doit surtout prendre en compte la présence du personnel.

Coordonner la coupure des travaux du midi avec le temps de prise des repas des occupants

Le personnel intervenant devra répondre à certains critères : honnêteté, discrétion, diplomatie, courtoisie, ponctualité, propreté et sécurité.

0.12 ETUDE ET INTERPRETATION DU C.C.T.P

0.12.1 ETUDE ET LECTURE CCTP

Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- Les Clauses communes à tous les lots : présent document ;
- Les Cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel. Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des adjudicataires participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les CCTP de tous les lots.

À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un adjudicataire ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre.

Le CCTP a pour but de renseigner les soumissionnaires sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du marché arrêté, chaque attributaire du présent marché doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications. Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement.

Chaque adjudicataire du présent marché devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le maître d'œuvre. Chaque attributaire est tenu de d'informer par écrit la maîtrise d'œuvre, toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le CCTP et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa. Chaque adjudicataire du

présent marché a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier.

0.12.2 NOTION D'EQUIVALENCE

Les références à des marques de matériel ou d'équipement dans le présent cahier des charges sont données à titre indicatif.

Elles ont été sélectionnées en raison de divers critères (encombrement, esthétique, débit, niveau sonore, qualité des matériaux, fiabilité, garantie, facilité de maintenance et d'entretien, etc.)

Le matériel installé pourra provenir d'une autre marque, sous réserve de la reconnaissance de l'équivalence des prestations par le Bureau d'étude la Maîtrise d'Oeuvre et le Maître de l'Ouvrage. Le cas échéant, et en tout état de cause, le choix sera prépondérant en termes de maintenance et d'entretien.

0.12.3 LECTURE DES PLANS

Le terme "suivant plans" dans la localisation des travaux, indique que l'entreprise doit se référer à l'ensemble des documents graphiques du dossier de consultations comprenant les vue en plans, coupe, détails etc.....

0.13 VERIFICATION DES COTES

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'oeuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, la Maîtrise d'oeuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la Maîtrise d'oeuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.

0.14 ETUDES PREPARATOIRES

0.14.1 Approbation des documents techniques

Approbation des documents technique :

Durant la période de préparation, l'entrepreneur doit établir et soumettre à la Maîtrise d'oeuvre et au Bureau de contrôle technique, toutes les études spéciales nécessaires au bon déroulement des travaux et les communiquer, après approbation, s'il y avait utilité, aux autres entreprises. Si plusieurs entreprises sont appelées à concourir à un même ouvrage, chacune des dites entreprises sera tenue de suivre l'ensemble des travaux et de s'entendre entre elles sur leur communauté pour l'établissement de plans à soumettre à la Maîtrise d'oeuvre pour VISA.

Ces documents seront soumis à la maîtrise d'oeuvre au minimum vingt jours avant mise en exécution ou avant commande des matériaux lorsqu'il y a un choix à réaliser.

Afin de permettre au Maître d'oeuvre de les viser dans un délai de 10 jours pour que l'entreprise puisse ensuite les rectifier.

Ces documents ne pourront en aucune façon modifier le projet sans approbation de la Maîtrise d'oeuvre.

Le nombre d'exemplaires des documents à fournir est indiqué par la Maîtrise d'oeuvre dès l'ouverture du chantier. Après acceptation de la Maîtrise d'oeuvre, l'entrepreneur doit tous les exemplaires suffisants des documents pour transmission aux différentes entreprises intéressées par ceux-ci sous sa propre responsabilité. L'entrepreneur doit fournir, à tous les corps d'état concernés, des contre-calques pour reports des réservations, trous, taquets, percements, etc...

0.14.2 Documents à fournir par l'entrepreneur

A LA REMISE DE L'OFFRE :

Documentations et fiches techniques

L'Entrepreneur joint à son offre la documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

A LA MISE AU POINT DU MARCHÉ :

Documents complémentaires éventuels

Les documents complémentaires, éventuellement demandés par le Maître d'oeuvre ou le Maître d'Ouvrage, sont fournis par l'Entrepreneur en nombre suffisant et sous la forme requise, avec toutes précisions nécessaires.

PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION :

Remise de documents de l'entreprise

Pendant la période de préparation et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des documents établis par l'Entrepreneur est soumis à l'avis du Maître d'oeuvre. Le visa du Maître d'oeuvre n'enlève pas à l'Entrepreneur la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être soumis à l'avis du coordonnateur SPS après la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le site.

ETABLISSEMENT DE PLANS D'EXECUTIONS :

Obtention des documents

L'entrepreneur pourra obtenir toutes les séries de documents du dossier de la maîtrise d'oeuvre nécessaire à ses études et à la conduite de son chantier. Il devra constamment se préoccuper d'avoir à sa disposition et à celle de son personnel, les plans et détails dans leur plus récente mise à jour. Il veillera également à annuler les exemplaires périmés

Établissement de plans d'exécutions

La Maîtrise oeuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans dits d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en oeuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

Il dressera ces documents à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra au VISA de l'équipe de la Maîtrise d'oeuvre. Un exemplaire pour VISA de la Maîtrise d'ouvrage pour les corps d'état de finition et à l'AVIS du Bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement.

La Maîtrise d'oeuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise toutes les justifications complémentaires. Il se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non conformité au projet architectural.

L'entrepreneur ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. L'entrepreneur se conformera aux rectifications que la Maîtrise d'oeuvre et le Bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par la Maîtrise d'oeuvre et le Bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité de l'entrepreneur.

AVANT LA RECEPTION :

Remise de documents avant réceptions

Les plans et autres documents conformes à l'exécution, ainsi que les notices d'exploitation et les contrats de maintenance, sont remis au Maître d'œuvre par l'Entrepreneur, il est joint la nomenclature des pièces du dossier.

0.15 ISOLEMENT EXTERIEUR DE CHANTIER

FRAIS DE RACCORDEMENTS ET DE CONSOMMATIONS :

Frais de concessionnaires

Les entreprises ont pour obligation de se rapprocher de tous les services intéressés et d'obtenir tous les renseignements nécessaires à l'exécution de ses travaux, de s'astreindre à toutes vérifications et visites de ces services ou des organisations désignées par eux, de présenter tous documents et toutes pièces justificatives réclamées.

D'obtenir tout accord utile pour les installations faisant partie de la concession ainsi que les installations intérieures, de communiquer à la maîtrise d'œuvre toutes informations recueillies au cours de contacts et concernant soit la construction, soit l'exécution de travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations, d'obtenir tout certificat de conformité, de contrôle ou de vérification.

D'indiquer aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions, d'exécuter toutes démarches nécessaires auprès des services compétents pour l'obtention dans les délais impartis de la mise en service des installations, de se procurer et compléter tout imprimé utile revêtu de la signature du Maître d'Ouvrage et ensuite remis aux services concernés. L'entrepreneur de Gros-œuvre fera son affaire des demandes, installations, déposes, etc, de tous les branchements de chantier qui seraient nécessités par l'exécution de son contrat et celui des autres corps d'état.

Frais de voirie

L'entrepreneur est responsable des contraventions de toute nature qu'il peut encourir du fait de la non observation des règlements locaux de voirie et qu'il doit en conséquence faire toutes les démarches utiles auprès des services compétents. Il aura à sa charge toutes demandes d'autorisations auprès des services municipaux, préfectoraux ou de police pour l'utilisation et l'empiétement des voiries ainsi que les frais s'y afférents.

0.15.1 Clôture de chantier

Une clôture de chantier sera mise en place, entretenue, pendant la durée des travaux.

Les divers dispositifs de clôture à mettre en place devront faire l'objet d'un accord de la maîtrise d'œuvre et des utilisateurs.

Socles et fixation au sol

- Les socles et fixations au sol doivent maintenir les éléments de clôture en position verticale de façon à résister à la poussée du vent ou des passants.
- Si les socles maintiennent la clôture grâce à leurs masses, le dépassement de ceux-ci par rapport à l'extérieur de l'emprise ne doit pas être supérieur à 10 cm.
- Les scellements sont réalisés par procédés adéquats.
- À l'issue du chantier, aucun élément en saillie ne doit rester en place et les sols devront être remis en état d'origine ou conformes au projet.

L'adjudicataire chargé de cette réalisation établira son prix en prenant en compte :

- L'entretien ;
- Les portails d'accès avec serrures à faire agréer par le maître d'ouvrage ;
- Toutes démarches administratives réglementaires ;
- Le démontage et la remise en état des lieux en fin de chantier.

Cette clôture sera maintenue et entretenue durant la totalité des travaux de tous les lots.

0.16 DOCUMENTS CONTRACTUELS

0.16.1 CONDITIONS D'EXECUTION

Tous les travaux devront être exécutés suivant les règles de l'Art. Les entreprises sont tenues de respecter les lois, décrets, arrêtés, exemple de solutions, DTU, normes Françaises et Européennes, avis techniques et certification édités par le CSTB, en vigueur à la date de la consultation et étant en relation avec les travaux à réaliser pour le présent chantier. En cas de publication de nouveaux textes dans le courant des travaux, les entrepreneurs devront en informer le Maître d'Œuvre afin qu'une mise en conformité puisse être décidée et exécutée, faute de quoi, ils ne pourront s'exonérer de leurs éventuelles responsabilités.

Dans tous les cas, les matériaux et leur mise en œuvre devront répondre aux prescriptions des Normes AFNOR (R.E.E.F.), des D.T.U. et du C.S.T.B. ou à défaut, aux prescriptions des fabricants.

Les C.C.T.P. ne sont pas limitatifs. L'entrepreneur devra prévoir tout ce qui est nécessaire au complet achèvement de ses travaux.

Il sera tenu de se conformer aux instructions qui lui seront données par le Maître d'Œuvre, au cours des travaux. Les ouvrages qui ne seraient pas nommément précisés aux C.C.T.P. mais qui seraient figurés sur les plans ou qu'il serait indispensable d'exécuter, font partie intégrante des prestations de l'entrepreneur.

Il est précisé que les ouvrages à prévoir devront comprendre toutes les dépenses de fournitures, transports, transformations, pertes, mise en œuvre, frais généraux, bénéfices, taxes, etc.

0.16.2 REGELEMENT, CODES, LOIS, CAHIERS ET AVIS APPLICABLES AUX MARCHES

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le code de la construction et de l'habitation
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les normes AFNOR et UTE
- Les Cahiers des Charges des D.T.U (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des D.T.U. ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Les avis techniques de la soumission technique publiés par le CSTB
- Éventuellement les A.T.E.C, A.T.X ou E.T.N ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (N.R.A) en vigueur ;
- La Réglementation Thermique en vigueur ;
- La législation sur l'accessibilité aux handicapés applicable en vigueur ;
- Nouveaux décrets du code de la construction relatifs à l'accessibilité des personnes handicapées

- Normes et circulaires interministérielles relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite
- L'essai Proctor est l'essai pour la détermination de la portance des sols. L'essai est réalisé selon la norme AFNOR NF P 94 - 093 ;
- L'essai Proctor est applicable sur tous les sols et les matériaux définis dans la norme AFNOR NF P 11 - 300 à savoir les matériaux utilisables dans les couches de formes et les remblais. De plus les conditions suivantes s'appliquent ;
- Les essais des installations techniques de bâtiments réalisés par les attributaires sur le chantier avant la réception, afin de s'assurer de leur bon fonctionnement, font désormais l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC, qui remplacent les anciens PV COPREC ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail (livre 2) ;
- Le code général des collectivités territoriales (livre 2) ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les fascicules techniques du CCTG applicables aux marchés
- Le règlement sanitaire départemental et toutes les règles spécifiques imposées par les concessionnaires locaux
- La conformité aux dispositions du code du travail sur l'hygiène, la santé et la sécurité
- Les recommandations publiées par la commission technique des assurances
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- La note de sécurité ;
- Les prescriptions de la santé publique ;
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville ;
- Les avis des Bâtiments De France (A.B.F) ;
- La réglementation sismique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés privés (Norme P 03.001 d'Octobre 2017) ;
- Le résultat de la campagne de sol ;
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les attendus du permis de construire ;
- La note de sécurité ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.

Liste ci-dessus non limitative et non exhaustive.

Les ouvrages devront être calculés et exécutés conformément aux normes AFNOR et REEF et aux règles de calcul et règlements suivants :

- Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions (dites règles NV 65 et annexes Janvier 1975 et N 84 + modificatifs de 2009).
- Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé (Eurocodes).
- Règles de calcul et d'exécution des constructions métalliques (dites règles C.M. 66).
- Règles parasismiques 1969 annexes (dites règles P.S. 1969 et règles PSMI 89 et 92) et Arrêté du 22 octobre 2010 modifié, relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite "à risque normal".
- Recommandations pour la prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton (Octobre 87) et bois BF 88.

Les règles générales de construction des bâtiments d'habitations, recodifiées dans le code de la construction et de l'habitation (Arrêté du 10 septembre 86) sont à retenir pour les appartements.

Les projets et travaux devront satisfaire par ailleurs :

- Au décret du 14 Novembre 1962 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Aux décrets 69 963 du 17 Septembre 1963 pris en application de la loi 61 842 du 3 Août 1961, ainsi que l'arrêté départemental ou local concernant la pollution atmosphérique.
- Au décret n°72 1120 du 14 Décembre 1972 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur.
- Aux décrets 94.1159 du 26 Décembre 1994 (intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiments ou de génie civil).
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.
- Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments.
- Circulaire n° DGUHC 2007-53 du 30 Novembre 2007 relatif à l'application de la loi n°2005-102 du 11 Février 2005, décret d'application n°2006-555 du 17 mai 2006, décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 et arrêté du 1er Août 2006 et arrêtés du 30 Novembre 2007, concernant l'accessibilité et l'adaptabilité des logements aux personnes handicapées.
- Circulaire n° 82-52 du 07 Juin 1982 et l'arrêté du 24 mars 1982 relatifs à l'aération des logements.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de ces documents qui ne lui seront pas fournis mais qui constitueront avec les pièces fournies par la Maîtrise d'Œuvre les documents contractuels du marché.

La liste des normes et réglementations en vigueur décrite dans le présent document n'est pas exhaustive ni limitative.

En outre, si après remise des offres, des textes, normes et règlements nouveaux ou modifiés étaient rendus officiels et leur application obligatoire, l'entrepreneur serait tenu de les respecter. Dans un tel cas, l'entrepreneur se rapprochera du Maître d'Ouvrage, afin de lui faire connaître les incidences budgétaires résultant de ces changements. Si ces incidences n'étaient pas signalées en temps utile, les modifications nécessaires demandées pour se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation, seront à la charge financière de l'entrepreneur.

Toute modification contraire aux Normes et Règlements en vigueur est réputée caduque et l'acceptation d'un plan reste assujettie au respect des éléments précités. Il appartient donc aux entreprises de s'assurer que leurs ouvrages y sont en tout point conformes avant la remise de leur offre, aucune réclamation ne sera admise après la passation des Marchés.

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels envisagés doivent satisfaire les normes françaises homologuées, ainsi que les dispositions des documents techniques unifiés, cahier des charges et mémentos.

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels ne peuvent être admis que sous réserve de justifications techniques précises dans l'éventualité où ils ne feraient pas l'objet d'un avis technique délivré par le CSTB ou s'ils ne sont pas utilisés conformément aux directives et recommandations figurant dans l'avis technique. Les avis techniques doivent avoir fait l'objet d'un avis favorable des assureurs.

0.16.3 DOCUMENTS ET PLANS JOINTS

La mission de la Maîtrise d'œuvre est une mission de base au sens de la loi MOP ne comporte pas l'EXE.

La production des éléments nécessaires à la réalisation, aux dimensionnements, à la résistance et au bon fonctionnement des ouvrages est à la charge des entreprises (notes de calculs, PEO, détails et principes d'exécution, etc ... liste non exhaustive et non limitative)

Les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées des ouvrages, notes de calculs sont également à la charge des entreprises

Les plans joints à ce dossier n'ont que valeur de plan guide.

Les études et mises au point d'exécution P.E.O. sont à la charge de chaque entrepreneur.

Les plans de principe généraux de l'ouvrage, joints au présent dossier seront complétés par les plans d'exécution chantier et notes de calculs établis par des BET qualifiés. Ces plans d'exécution et de détails et les notes de calculs chantier sont à charge des entreprises concernées avant toute exécution d'ouvrage, et devront parvenir en deux exemplaires pour approbation au Maître d'Œuvre d'une part, au Bureau de Contrôle d'autre part, au minimum deux semaines avant l'exécution de l'ouvrage correspondant.

Les Entreprises des lots, concernés par la sécurité incendie, devront fournir, avant le démarrage des travaux, les plans, notes de calculs et fiches techniques de performances au feu, des matériaux qui seront utilisés.

L'ouvrage correspondant ne pourra être réalisé qu'à réception par l'entrepreneur des plans dûment approuvés par l'Architecte et le Bureau de Contrôle. Les plans de détails d'exécution chantier de chaque entreprise, seront établis en collaboration avec l'ensemble des entrepreneurs désignés pour les autres travaux en tenant compte des exigences de réservations et de mise en œuvre de leurs ouvrages. Les mises au point des plans et détails d'exécution avec leurs conséquences ne sauraient en aucun cas justifier des suppléments aux prix et quantités du marché forfaitaire.

Les prestations seront conformes à tous les documents et plans joints au présent appel d'offres.

L'Entrepreneur reste seul responsable de ses ouvrages, des notes de calculs et dessins nécessaires à la bonne exécution de son travail.

Durant la période de préparation du chantier, chaque entrepreneur sera tenu de fournir ses plans d'exécution et de les soumettre avant tous travaux à l'approbation du Maître d'Œuvre et du bureau de contrôle.

Ces documents seront établis en exemplaires suffisants pour approbation du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Bureau d'étude, Bureau de contrôle.

Ces documents porteront également sur :

- Le plan de sécurité.
- Le plan d'installation de chantier.
- Les plans de réservation, percement, fourreaux, feuillures...
- Le planning.

NOTA :

Aucune intervention ne pourra être effectuée sans accord sur ces documents par le coordonnateur de sécurité et du Maître d'Ouvrage.

0.16.4 PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES

Les plans d'exécution des ouvrages (EXE), dessins et calepinages de chantier sont à la charge de l'entreprise.

Après visa de la Maîtrise d'œuvre et approbation du Bureau de Contrôle, ces documents seront diffusés au Maître d'Ouvrage et classés en vue de la constitution du dossier DOE.

L'entreprise doit prendre en compte dans son planning d'intervention du délai dont disposent le maître d'œuvre et le bureau de contrôle pour examiner les documents transmis.

Toutes les entreprises devront remettre leurs plans de réservations dans les ouvrages en béton et les maçonneries. Les pénalités de retard prévues pour les travaux seront applicables en cas de retard dans la remise des réservations.

Les entrepreneurs concernés devront, à partir des plans établis par la maîtrise d'œuvre, réaliser leurs plans d'exécution et les transmettre, pour accord, au maître d'œuvre, leurs plans de chantier, d'ateliers et établir les commandes de matériels. Elles devront également établir les nouveaux plans d'exécution en cas de modification.

Les plans à l'échelle minima de 2 cm/m seront complétés par des coupes de détails à l'échelle de 5 ou 10 cm/m et seront conformes aux Normes NFP 02.001 à 02.025. Pour apprécier ces documents, l'Entrepreneur adressera au maître d'œuvre la liste complète des matériaux, matériels, appareillages et fournitures diverses qu'il envisage d'utiliser pour l'exécution des travaux avec les caractéristiques techniques détaillées et l'adresse des fabricants et constructeurs retenus pour chacun des matériaux et matériels.

Après modifications éventuelles et agrément du Maître d'œuvre et approbation du Bureau de Contrôle, les différents plans seront reproduits par les entreprises en nombre suffisant suivant les indications du Maître d'œuvre. Chaque entrepreneur déposera à titre permanent dans le local des réunions de chantier un exemplaire des plans de fabrication approuvés et veillera à ce que la série soit complète et mise à jour.

Tous travaux engagés sans l'approbation du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre seront refusés jusqu'à l'approbation de ceux-ci par ce dernier.

Délai de validation des plans par la maîtrise d'œuvre : 10 jours ouvrés à réception des plans.

0.16.5 DETAILS

Les détails diffusés par l'architecte ne sont que des plans de principe.

Chaque entreprise devra diffuser les détails d'exécution au BET, à l'architecte et au bureau de contrôle pour validation avant réalisation.

A l'exécution, chaque entreprise devra donner en temps utile, toutes les informations et tous les documents permettant aux autres corps d'états :

- D'établir leurs propres études
- D'effectuer leurs tracés
- De donner leurs réservations

Il sera demandé, des plans de synthèse sous format informatique, sur lesquels chaque entreprise portera ses propres ouvrages en tenant compte des ouvrages des autres lots (réseaux, gaines techniques, gardes corps, etc...).

0.16.6 REGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SANTE ET LA SECURITE DES OUVRIERS SUR LE CHANTIER

Pour la réglementation concernant :

- La protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante ;
- La sécurité et la protection de la santé sur le chantier ;
- La sécurité des ouvriers contre les chutes ;
- L'entrepreneur se reportera aux clauses communes ainsi qu'à la législation en vigueur.

0.16.6.1 HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS D'INTERVENTIONS

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformes au code du travail, 4^{ème} partie : Santé et sécurité au travail (partie Législative créé par Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, partie Réglementaire créé par Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) modifiées et complétées.

Coordination sécurité :

Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant seront celles ci-dessous (non limitatives)

:

- De respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2, L.4532-18, L. 4534-1 ;
- De rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74 ;
- De participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- De respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- De respecter les obligations issues de la 4^{ème} partie du code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- De viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

0.16.7 SECURITE INCENDIE

L'ensemble de la réglementation en vigueur s'y rattachant sera obligatoirement respectée et applicable aux marchés de travaux.

0.16.8 REGLES PARASISMIQUES

L'ensemble de la réglementation en vigueur s'y rattachant sera obligatoirement respectée et applicable aux marchés de travaux.

0.16.9 DIAGNOSTIC AMIANTE

Les soumissionnaires sont informés que dans le présent marché, un diagnostic amiante a été fait et il est joint au présent document de l'AO.

0.17 ASSURANCES

Chaque entrepreneur sera responsable du dimensionnement, de la stabilité et du bon fonctionnement des ouvrages neufs et existants. Chaque Entrepreneur assurera les garanties de parfait achèvement, de bon fonctionnement et la garantie décennale ou biennale conformément à la législation en vigueur.

Cette garantie devra être couverte par une police individuelle de base.

Il souscrira toutes les assurances nécessaires à ce sujet et transmettra les attestations correspondantes en cours de validité avant tout

début de travaux :
Responsabilité civile
Attestations d'assurances

L'entrepreneur prendra une assurance spécifique pour la réalisation d'ouvrage sortant des règles traditionnelles.
Les garanties de parfait achèvement seront constituées par l'obligation de faire pendant la période de garantie la remise en ordre de tout ou partie des ouvrages détériorés suite à des causes directes ou indirectes. Cette remise en état peut consister en la réparation ou le remplacement des dits ouvrages défectueux.

Tous les entrepreneurs participant aux travaux quelles que soient la nature et l'importance de leurs marchés devront justifier qu'ils sont titulaires d'une Police d'Assurance "Individuelle de Base" couvrant les risques d'exécution et leur responsabilité décennale.
Ils devront également présenter une attestation délivrée par la Compagnie d'Assurance auprès de laquelle ils auront souscrit leur Police Personnelle de Responsabilité Civile pour dommages de toute natures causés au tiers.

- a) par le personnel salarié en activité
- b) du fait des travaux avant réception
- c) du fait d'un événement engageant la responsabilité décennale de l'entreprise après réception

0.18 VERIFICATION DES TRAVAUX

Essais & COPREC

En vue de la qualité des matériaux et des installations, tous les essais obligatoires visés aux CCTP, et demandés par le bureau de contrôle éventuel ou l'architecte seront dus par les entrepreneurs.

Tout entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que le Maître d'Oeuvre lui demanderait durant l'exécution des travaux ou même après.

D'autre part, les entrepreneurs devront effectuer les essais et vérifications d'autocontrôle des installations suivant formulaire COPREC N°1 avant la réception des travaux et le résultat devra faire l'objet d'un procès-verbal rédigé selon l'annexe COPREC N°2 d'octobre 98 (Le Moniteur n° 4954 du 6 novembre 1998).

0.19 COORDINATION INTERNE

L'entrepreneur coordonnera toutes les actions et assurera toutes les mises au point nécessaires à l'harmonisation et à la perfection de ses ouvrages.

Il recherchera toutes indications qui lui sont utiles à l'adaptation de ses ouvrages et fournitures. Il réalisera les travaux préparatoires indispensables.

Les conditions imposées à l'entrepreneur devront être respectées, notamment les prévisions d'exécution, les impératifs de fourniture et de mise en oeuvre.

Toute insuffisance à ces dispositions sera supportée financièrement par l'entrepreneur.

0.20 ORDONNANCEMENT - PILOTAGE - COORDINATION

La mission de pilotage et de coordination est assurée par le maître oeuvre.

0.21 MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX

0.21.1 MATERIAUX TRADITIONNELS

Les fournitures et ouvrages seront fixés et exécutés conformément aux règles de l'Art en respectant les prescriptions des normes AFNOR, cahiers et règles de calcul DTU.

0.21.2 MATEIRAUX NOUVEAUX

Les ouvrages de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou matériaux nouveaux, proposés par les entrepreneurs, devront faire l'objet d'un avis technique de la commission spécialisée ou avoir bénéficié d'une enquête particulière d'un organisme agréé. La fourniture et la mise en oeuvre devront être conformes à cet avis et tenir compte des observations ou réserves formulées par la commission.

Pour les matériaux ou procédés n'ayant pas fait l'objet d'avis technique, les entrepreneurs doivent fournir, au Maître d'Oeuvre, une documentation technique complète et détaillée, un accord du bureau de contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances. Dans les deux cas, le Maître d'ouvrage ou ses représentants, le Maître d'Oeuvre, le Bureau de contrôle, se réservent le droit de refuser les procédés ou matériaux proposés.

0.21.3 MATERIAUX DE SUBSTITUTION

Les entrepreneurs ont la possibilité de proposer au Maître d'Oeuvre des matériaux d'aspect, de dimensions, de qualités (et de prix) au moins équivalentes à ceux énoncés dans le CCTP. Une liste de matériaux proposés doit être jointe à la proposition du soumissionnaire.

Tout entrepreneur s'engage auprès du Maître d'Oeuvre, à proposer, en cas de nécessité, le remplacement des matériaux prévus, soit aux différentes pièces constituant ses engagements, soit aux ordres donnés par le Maître d'Oeuvre et à faire son affaire personnelle de la fourniture de ces matériaux de remplacement.

L'acceptation du maître d'Ouvrage restera néanmoins nécessaire à la validation de ces modifications.

0.21.4 MATERIAUX DEFECTUEUX

Tous matériaux défectueux et/ou dont la mise en oeuvre ne sont pas satisfaisants pourront être refusés par le Maître d'Oeuvre.

L'entrepreneur s'engage à les retirer ou les démolir à ses frais dans les délais prescrits. Si ces délais ne sont pas respectés, l'ouvrage présentant des défauts sera détruit aux frais, risques et périls de l'entrepreneur.

Le Maître d'Oeuvre peut conserver les matériaux ou/et les ouvrages défectueux, mais il restera seul juge de la moins-value à effectuer sur ceux-ci.

0.21.5 ECHANTILLONS ET MAQUETTES

Dès l'ouverture du chantier, les entrepreneurs doivent présenter au Maître d'Oeuvre un échantillon ou une maquette des différents matériaux ou ensembles. Ils seront conservés dans le bureau de chantier durant l'exécution des travaux. Tous les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du forfait de l'entreprise.

0.21.6 REVISION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté.

L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à la réception et chaque fois que cela s'imposera.

Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les

jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection, de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, entretien, remis en état ou remplacement sera à la charge de l'entrepreneur y compris durant la période de garantie contractuelle.

0.21.7 DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du marché (sauf avis contraire de celles-ci) .

Les entrepreneurs s'engagent à faire démolir et remplacer, à leurs frais, tous ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux dites stipulations. Il assure seul la responsabilité qui pourrait découler de ses erreurs ou de la non vérifications des plans (notamment cotes).

0.22 FRAIS INTER-ENTREPRISES

0.22.1 COMPTE PRORATA

Sans objet

0.22.2 GARDIENNAGE DE CHANTIER

Il n'est pas prévu de gardiennage de chantier sauf convention express entre les entrepreneurs adjudicataires et à leur frais.

0.22.3 ENGINS DE CHANTIER

Les entrepreneurs qui feront utilisation d'engins de chantier bruyants devront prendre toutes précautions indispensables afin de ne pas dépasser les limites réglementaires déterminées notamment par :

- Décret du 18 Avril 1969 (insonorisation des engins de chantier).
- Ordonnance du 8 Décembre 1969 (marteaux piqueurs).
- Arrêté du 11 Avril 1972 (moteurs à explosion ou à combustion interne et groupes moto-compresseurs) modifié 1975 et 1977.
- Arrêté du 5 Novembre 1975 (brise-bétons et marteaux piqueurs).
- Arrêté du 26 Novembre 1975 (groupe électrogènes de puissance) modifié en Octobre et en Décembre 1977.
- Arrêté du 7 Novembre 1977 (mesures du niveau sonore).
- Arrêté du 3 Juillet 1979 (code général de mesure des bruits aériens).

0.22.4 PRECHAUFFAGE

Lorsqu'une entreprise doit utiliser un système de chauffage quelconque ou le système de chauffage du bâtiment pour une utilisation personnelle telle que le séchage de plâtres, de chapes, de mise en température des locaux dans lesquels des travaux doivent être entrepris, ou autres, les conséquences d'utilisation et les frais de consommation en énergie seront à la charge exclusive des entreprises dont les ouvrages nécessitent un tel mode de séchage ou de mise en température.

0.23 PERCEMENTS, CAROTTAGES ET SCIAGES

Tous les percements, carottages et sciages seront réalisés soigneusement aux dimensions strictement nécessaires et seront à la charge du lot concerné.

Ils seront effectués à l'outil diamanté avec lubrification à l'eau. Les locaux seront soigneusement protégés.

L'ensemble des percements et sciages ne pourront être exécutés qu'après accord d'un bureau d'études structure dont la prestation est à la charge du lot concerné par la prestation.

0.24 SAIGNEES

Toutes les saignées nécessaires à l'encastrement éventuel des canalisations sont à la charge de l'entreprise du lot concerné.
Elles seront réalisées avec une machine spéciale, suivant les normes en vigueur.

Avant de réaliser une saignée dans les parois, il sera obligatoire d'avoir obtenu l'accord du Maître d'oeuvre.
L'entreprise devra prendre toutes les précautions pour éviter que l'exécution des saignées n'apporte des détériorations ou des fissurations dans les cloisons qui les recevront. Dans le cas contraire, il devra en supporter tous les frais de remise en état.

0.25 BOUCHEMENTS ET CALFEUTREMENTS

Les interventions de bouchement et de calfeutrement sont à la charge des entreprises concernées par les traversées de parois, notamment les lots techniques pour les traversées en plancher/murs des gaines et réseaux.

L'exécution des bouchements permettra une restitution du degré coupe-feu de la paroi traversée.

0.26 LIVRAISON DES OUVRAGES

0.26.1 RECEPTION DES SUPPORTS

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc, des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le sujet d'une prestation d'une autre entreprise, cette dernière doit en assurer la réception. L'exécution des travaux implique l'acceptation, ipso-facto, des supports.

0.26.2 RECEPTION DES OUVRAGES

Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique. Un procès verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le Maître d'Ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages

0.26.3 PROCES VERBAUX D'ESSAIS

Essais et COPREC

En vue de la qualité des matériaux et des installations, tous les essais obligatoires visés aux CCTP, et demandés par le bureau de contrôle éventuel ou l'architecte seront dus par les entrepreneurs.

Tout entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que le Maître d'Oeuvre lui demanderait durant l'exécution des travaux ou même après. D'autre part, les entrepreneurs devront effectuer les essais et vérifications d'autocontrôle des installations suivant formulaire COPREC N°1 avant la réception des travaux et le résultat devra faire l'objet d'un procès-verbal rédigé selon l'annexe COPREC N°2 d'octobre 98 (Le Moniteur n° 4954 du 6 novembre 1998).

Prix de vente d'essais "Résistance au feu"

L'entrepreneur fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

0.26.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Les documents dûs au titre du présent marché (a inclure dans les prix unitaires des articles du DPGF) seront remis en **2 exemplaires + 1 reproductible en format PDF + 1 exemplaire en format DWG pour les plans.**

Ces documents comprennent :

- note de calcul, plans et schémas des ouvrages conformes à l'exécution, et particulièrement les plans des installations techniques et des réseaux de canalisations de tous les fluides, y compris réseaux d'évacuation,
- bordereaux d'approbation du Bureau de Contrôle éventuel.

- procès-verbaux d'essais COPREC et/ou autres et d'analyse.
- listes des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs,
- fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française,
- certificats de conformité,
- certificats de garantie,
- attestations de versement des primes d'assurances pendant la durée de l'exécution des travaux,
- documents particuliers signalés au CCTP et éventuellement au CCAP et de façon générale, tout document nécessaire à l'élaboration du DUIO et du dossier de maintenance.

0.27 PLANS ET DOCUMENTS

- CCTP
- DPGF
- Dossier de plans du 10/09/2024
- Planning prévisionnel estimatif

0.28 DOCUMENTS EN ATTENTE

Pas de documents en attente